

SITE DE MONTBRISON

(42)

Demande de modification de l'Arrêté Préfectoral pour la prise en compte de la rubrique 2791-1 (Autorisation)

Juin 2017

SOMMAIRE

1	Partie 1 – L’activité de déconditionnement	4
1.1	Objet du dossier	4
1.1.1	Rappel du contexte et motivation de la demande.....	4
1.1.2	Identité du demandeur.....	6
1.1.3	Présentation rapide de l’entreprise	6
1.2	Localisation du site	7
1.2.1	Plan global du site et de ses activités	7
1.2.2	Implantation du déconditionneur et de l’activité de déconditionnement	9
1.3	Présentation de l’activité de déconditionnement	10
1.3.1	Descriptif technique.....	10
1.3.2	Présentation de la machine	12
1.3.3	Nature et volume de l’activité	13
1.4	La valorisation effectuée au titre de l’activité	14
1.4.1	Schéma des flux de l’activité avec tonnages	14
1.4.2	Exutoires du « mix » et classement ICPE	14
1.5	L’agrément sanitaire du site	15
2	Partie 2 – Analyse des impacts.....	16
2.1	Contexte réglementaire.....	16
2.1.1	Arrêtés Préfectoraux	16
2.1.2	Rubrique concernée par l’activité de déconditionnement.....	18
2.1.3	Contexte de l’étude d’impact	18
2.2	Analyse des impacts	20
2.2.1	Intégration paysagère	20
2.2.2	Impact sur les richesses naturelles	22
2.2.3	Impact sur l’eau.....	22
2.2.4	Impact sur l’air	26
2.2.5	Impact sur le bruit	27
2.2.6	Génération de déchets	29
2.2.7	Transports	30
2.2.8	Effets sur la santé humaine	31
2.2.9	Utilisation rationnelle de l’énergie	31
2.3	Synthèse des impacts et coûts des mesures envisagées pour supprimer, limiter et si possible compenser les inconvénients de l’installation	32

2.3.1	Synthèse des impacts	32
2.3.2	Coût des mesures pour compenser.....	33
2.4	Conclusion	34

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Tableau 1 - Synthèse des impacts sur les rejets d'Eaux Usées, Industrielles et Pluviales de l'activité de déconditionnement	24
Tableau 2 - Estimation du niveau sonore en façade des habitations les plus proches [source : DDAE 2007]	27
Tableau 3 - Seuils réglementaires retenus - Article 8.1 n°2007/0993 du 30 septembre 2008	27
Tableau 4 - Valeurs mesurées en limite de propriété du site [Source : SOCOTEC, mars 2014]	28
Tableau 5 - Impact sur les déchets générés	29
Tableau 6 - Calcul de l'impact de l'activité sur le trafic	30

Figure 1 - Plan général du site	8
Figure 2 - Schéma d'organisation du déconditionnement	9
Figure 3 - Schéma des flux de biodéchets	14
Figure 4 - Schéma d'implantation projet de 2007 (DDAE)	21
Figure 5 - Schéma d'implantation des activités (2016)	21

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 – Agrément sanitaire n°FR-42-147-101 modifié du 2 mai 2017

1 PARTIE 1 – L'ACTIVITE DE DECONDITIONNEMENT

1.1 Objet du dossier

1.1.1 Rappel du contexte et motivation de la demande

L'unité de déconditionnement de Montbrison s'inscrit dans un contexte de développement durable et de lutte contre la dégradation de l'environnement en permettant la transformation *in fine* de la matière organique en énergie et en amendement pour les sols.

Le procédé innovant de déconditionnement, capable de séparer la matière organique des emballages, permet de détourner les flux de biodéchets des traitements traditionnels que sont l'incinération et le stockage.

1.1.1.1 *Cadre réglementaire régissant l'activité des biodéchets*

L'article R.541-8 du Code de l'Environnement définit le biodéchets comme « tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation des denrées alimentaires ».

La **loi n°2010-788 du 12 juillet 2010** portant engagement national pour l'environnement dite « **Loi Grenelle II** » précise dans son article 204 que les producteurs de quantité importante de déchets composés majoritairement de biodéchets sont tenus d'en assurer le tri à la source en vue de leur valorisation organique.

Ce cadre réglementaire s'est notamment traduit par le **décret n°2011-828 du 11 juillet 2011** portant diverses dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets. L'article 26 de ce décret oblige les producteurs de biodéchets mais aussi leurs prestataires de services, à mettre en place des filières de collecte et de traitement de ceux-ci. Il en résulte une modification du Code de l'Environnement¹ qui indique que « *les producteurs ou détenteurs d'une quantité importante de déchets composés majoritairement² de biodéchets sont tenus d'en assurer le tri à la source en vue de leur valorisation organique. La valorisation organique de ces déchets peut être effectuée par le producteur ou le détenteur de ces déchets, ou être confiée à un tiers* ».

Les personnes qui produisent ou détiennent des biodéchets en quantité supérieure aux seuils définis par **l'arrêté du 12/07/11** fixant les seuils définis à **l'article R. 543-225 du Code de l'Environnement**, sont considérées comme des « producteurs ou des détenteurs d'une quantité importante de biodéchets » et doivent mettre en place une collecte et un tri spécifiques. Le mode de valorisation (compostage ou méthanisation) est laissé au choix du producteur.

La **circulaire du 10/01/2012** relative aux modalités d'application de l'obligation de tri à la source des biodéchets par les gros producteurs (*article L 541-21-1 du Code de l'Environnement*) vient préciser les différents points abordés précédemment.

¹ Code de l'environnement, Articles R. 543-225 à R543-227

² Sont considérés comme composés majoritairement de biodéchets, « les déchets [...] contenant plus de 50 % en masse de biodéchets ».

Dans ce nouveau contexte réglementaire, les producteurs de biodéchets vont devoir trier parmi leurs flux actuels de déchets banals et/ou de déchets assimilés aux ordures ménagères les fractions suivantes :

- des **biodéchets sans emballage** qui pourront, après collecte dédiée, être directement valorisés par méthanisation et/ou compostage,
- mais aussi des **biodéchets conditionnés** issus des invendus de la grande distribution, des ruptures de chaînes du froid sur les entrepôts logistiques, des erreurs de fabrication ou de « packaging » dans l'industrie agro-alimentaire, de reliefs de repas de la restauration hors foyer,...

Les dispositions relatives aux règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine (Règlement européen (CE) n°1069/2009) doivent également être prises en compte dès lors que les biodéchets contiennent des Sous-Produits Animaux (SPA), ce qui est le cas sur le site de Montbrison.

Le site de Montbrison n'accueille que des **SPA de catégorie 3 (SPA C3)**, au sens de la réglementation sanitaire, c'est-à-dire sans risque sur la santé humaine ou sur l'environnement.

1.1.1.2 Motivation de la demande

Le site de Montbrison a été précurseur dans les activités de déconditionnement, puisqu'il a démarré ses activités en avril 2011 en accord avec l'inspection de la DREAL, devançant d'un an la mise en place des prestations de déconditionnement pour les gros producteurs de biodéchets, prévue dès 2012 par la Loi Grenelle II.

Il a obtenu son **agrément sanitaire n° FR 42-147-101 le 6 août 2013**.

Il apparaît aujourd'hui que les rubriques ICPE du site ne sont plus adaptées à la réglementation actuelle sur la gestion des biodéchets.

Au travers de ce porté à connaissance, nous sollicitons la modification de l'Arrêté Préfectoral du site de Montbrison, en intégrant la rubrique ICPE **2791-1 sous le régime de l'autorisation** (voir partie 2, contexte réglementaire).

1.1.2 Identité du demandeur

1) Exploitant de l'établissement Nom : POTTIER Prénom : Jean-Christian Fonction dans l'établissement : Directeur de Secteur E-mail : jean-christian.pottier@veolia.com	Téléphone : 04 77 48 11 15 Télécopie : 04 77 25 39 65
2) Coordonnées de l'établissement NOM (raison sociale) : Onyx Auvergne Rhône-Alpes (ARA) ENSEIGNE (nom commercial) : VEOLIA Recyclage et Valorisation des Déchets – Rhin Rhône Statut Juridique : établissement secondaire Téléphone : 04 77 48 11 15 Télécopie : 04 77 25 39 65 Date d'ouverture de l'établissement : 30 septembre 2008 Code APE/NAF : 3811 Z SIRET : 302 590 898 00 599 SIREN : 302 590 898	Adresse de l'établissement : Centre d'exploitation de Montbrison ZAC des Granges – Z.I. du Champs de Mars Rue des Roseaux Code postal : 42 600 Commune : Montbrison Date en entrée d'activité : 30 septembre 2008 Adresse siège social (si différente de l'adresse de l'établissement) : 2-4 avenue des Canuts Code postal : 69 120 Commune : Vaulx-en-Velin

1.1.3 Présentation rapide de l'entreprise

Le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT s'organise en trois divisions : VEOLIA EAU, VEOLIA ENERGIE et VEOLIA RECYCLAGE ET VALORISATION DES DECHETS.

Appartenant à la division propriété de VEOLIA ENVIRONNEMENT, VEOLIA RECYCLAGE ET VALORISATION DES DECHETS (VRVD) Rhin-Rhône est une entreprise de services à l'environnement proposés aux entreprises et aux collectivités : collecte et transfert des déchets, tri, recyclage et valorisation matière, traitement des déchets.

Avec un réseau de 40 agences, VRVD Rhin-Rhône assure ses prestations dans le respect des normes en vigueur et des besoins de préservation des ressources. Afin de répondre aux enjeux du développement durable et notamment à la réduction de l'utilisation des énergies fossiles, nous avons développé des technologies de tri innovantes parmi lesquelles le centre de tri de collectes sélectives de Rillieux-la-Pape (69) ou le centre de tri haute performance des déchets industriels de Ludres (54).

Le déconditionneur de l'agence de Montbrison s'inscrit dans cette dynamique et a notamment pour objectif de répondre aux exigences de la nouvelle réglementation relative à la valorisation des biodéchets, qui est entrée en application le 1^{er} janvier 2012. Le site de Montbrison est une agence d'ONYX Auvergne Rhône-Alpes (ONYX ARA), affiliée à VRVD Rhin-Rhône.

1.2 Localisation du site

1.2.1 Plan global du site et de ses activités

L'agence, dirigée par Jean-Christian POTTIER, se situe dans la zone d'activités des Granges, rue des Roseaux sur la commune de Montbrison. Outre les activités de déconditionnement, objet du présent rapport, cet établissement réalise également des activités de collecte et de transfert de déchets au titre de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2008, date d'ouverture du site, modifié par celui du 21 octobre 2011.

Sur l'agence, travaille une cinquantaine de personnes, dont hors déconditionnement :

- 2 attachés d'exploitation,
- 2 agents administratifs,
- 1 agent de quai,
- 17 conducteurs de matériel de collecte,
- 22 équipiers de collecte.

L'activité de déconditionnement dépend du Directeur d'Unités Opérationnelles Xavier COTTIN, qui encadre :

- 2 agents de déconditionnement qui travaillent habituellement en poste de 6h à 18h,
- 1 agent de nettoyage des contenants, qui œuvre en journée.

Le suivi administratif des prestations (pesées, Document d'Accompagnement Commercial (DAC), reporting,...) est réalisé par le personnel administratif de l'agence.

L'activité de transport des biodéchets et d'expédition des emballages et de « soupe organique » générés s'effectue soit par VEOLIA, soit par des prestataires extérieurs : les flottes de véhicules sont enregistrées auprès de la DDPP. Au total, tous intervenants confondus, environ trois chauffeurs en ETP (équivalent temps plein) effectuent ces opérations de transport.

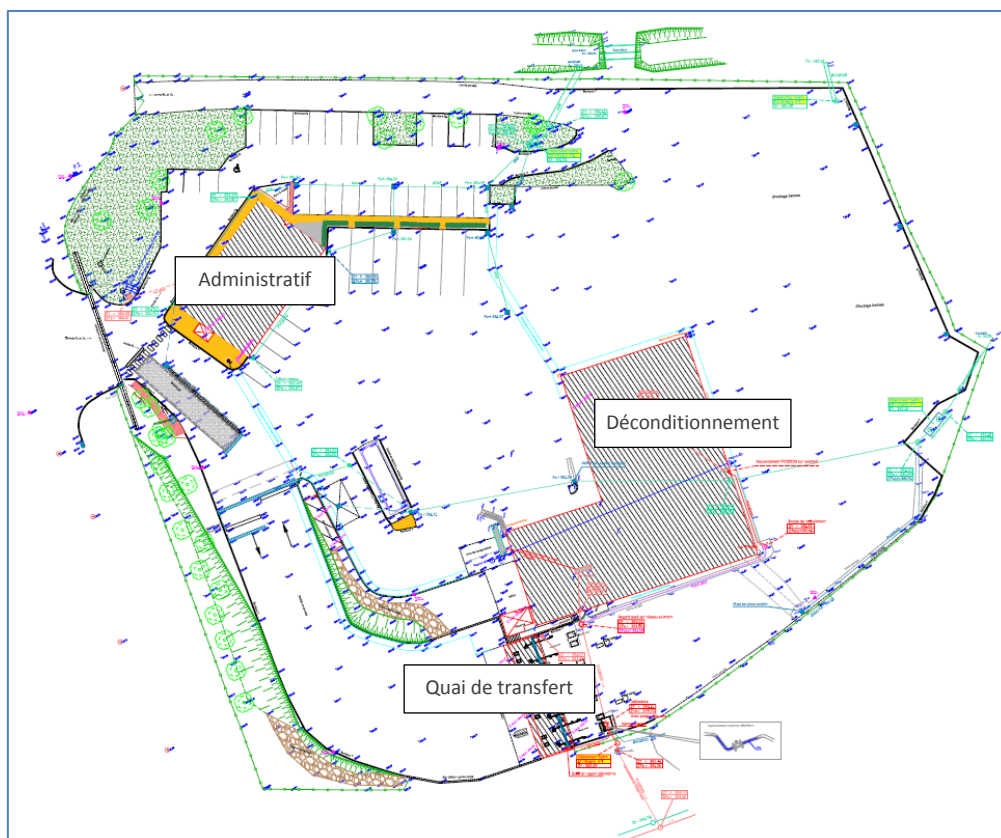


Figure 1 - Plan général du site

La cohérence de la politique hygiène, sécurité, qualité et environnement de l'entreprise est garantie par un système de management intégré qui s'appuie sur la triple certification de l'ensemble de nos sites :

- certification qualité : ISO 9 001,
- certification environnementale : ISO 14 001,
- certification gestion de la sécurité et de la santé au travail : OHSAS 18 001.

L'agence de Montbrison possède cette triple certification.

1.2.2 Implantation du déconditionneur et de l'activité de déconditionnement

Au sein du bâtiment de déconditionnement et de la zone dédiée, les activités sont organisées selon le schéma ci-dessous :

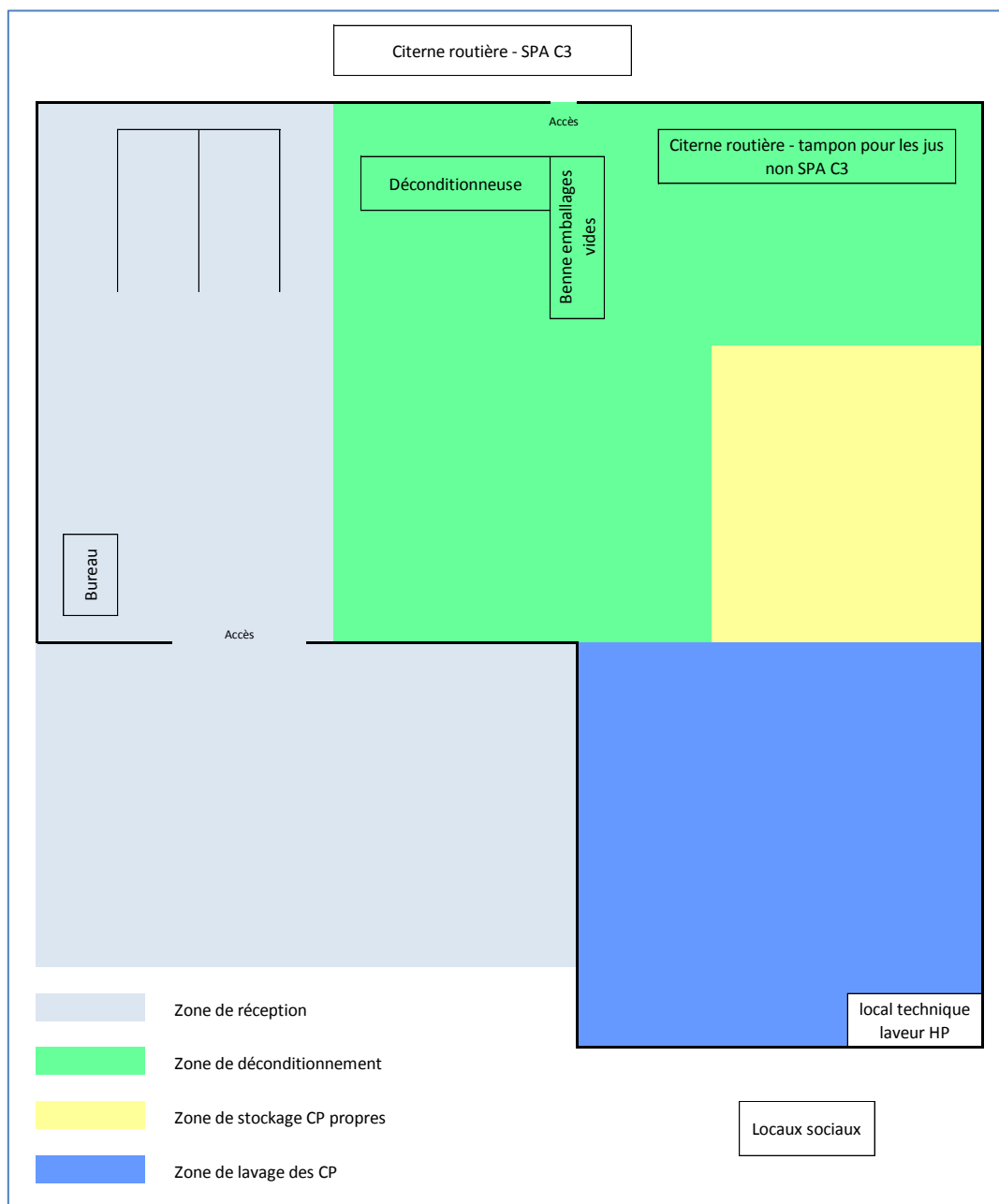


Figure 2 - Schéma d'organisation du déconditionnement

NB : CP = Caisses-palettes.

1.3 Présentation de l'activité de déconditionnement

1.3.1 Descriptif technique

L'installation de déconditionnement comporte :

- une zone de réception des matières à déconditionner qui arrivent en vrac, en caisses-palettes, sur palettes,...
- une zone de déconditionnement composée d'une aire de préparation et d'une aire de déconditionnement,
- une zone de lavage des contenants sales,
- une zone de stockage des contenants propres,
- une zone technique de stockage des consommables (produits de lavage,...) et de matériels,
- des locaux sociaux pour le personnel de déconditionnement.

Zonage	Equipement	Localisation	Caractéristiques Techniques
Aire de réception des produits	Une zone réservée aux transporteurs	Zone de réception	Sol étanche
Aire de préparation	Alvéoles de réception 1 chargeuse, 2 chariots	Bâtiment (halle) fermé de 700 m ²	Sol étanche
Aire de déconditionnement	1 déconditionneuse 1 citerne de réutilisation des jus non SPA C3 Bennes pour les emballages		
Aire de lavage	1 laveur Haute Pression	Bâtiment (halle) fermé de 225 m ²	Sol étanche
Aire de stockage du « mix »	Citernes routières	A l'extérieur en façade	Sol étanche
Locaux sociaux	Vestiaire Sanitaire	Bâtiment modulaire fermé	Récupération des eaux

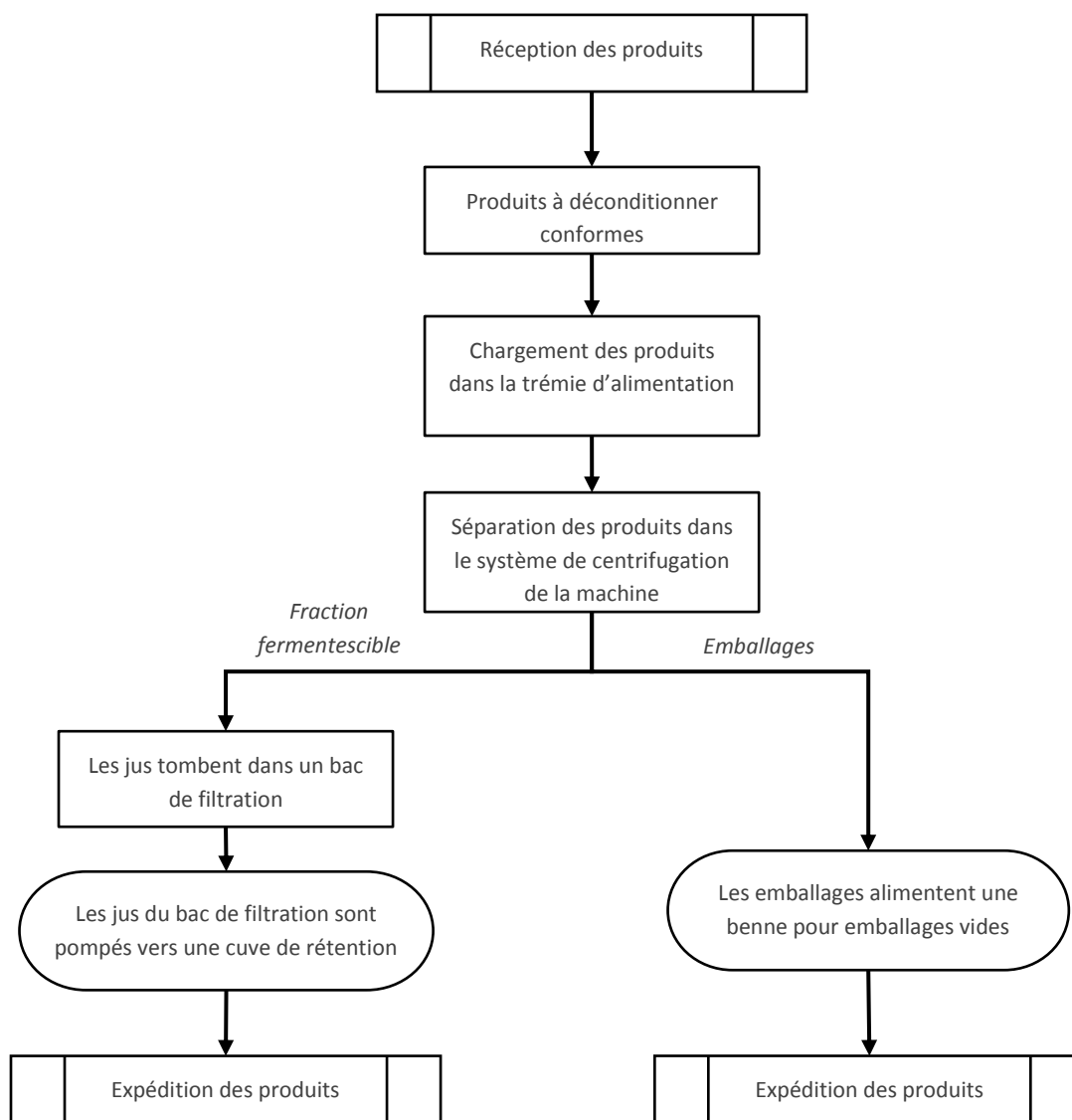
NB : les 2 halles sont attenantes, et ne forment qu'un seul bâtiment.

En dehors de ces aires, le site est également équipé :

- d'un pont bascule,
- de locaux sociaux pour le personnel administratif et pour l'exploitation hors déconditionnement.

Fonctionnement de la déconditionneuse :

De marque **Tiger HS640**, elle fonctionne sur le principe de centrifugation selon le synoptique suivant :



Les emballages sont préférentiellement valorisés par recyclage. Ceux qui ne le peuvent pas compte-tenu de leur qualité (appelés « refus ») sont traités en incinération ou en enfouissement.

Le taux de refus est inférieur à 5% (emballages vides), ce qui montre les efforts réalisés par le site pour privilégier la valorisation.

La fraction fermentescible, pompée en citerne, suit des filières de traitement agréées, notamment :

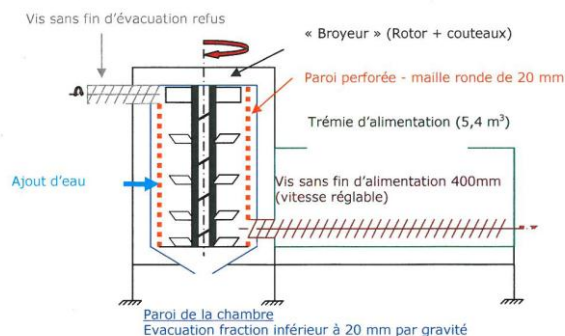
- méthanisation ou compostage avec hygiénisation pour les SPA C3,
- méthanisation ou compostage pour les autres produits.

Lors de l'expédition de SPA C3, un contrôle de l'agrément sanitaire de l'établissement destinataire est effectué. Les exutoires, tous détenteurs de la rubrique 2781-2, sont présentés dans la partie 1.4 de ce document.

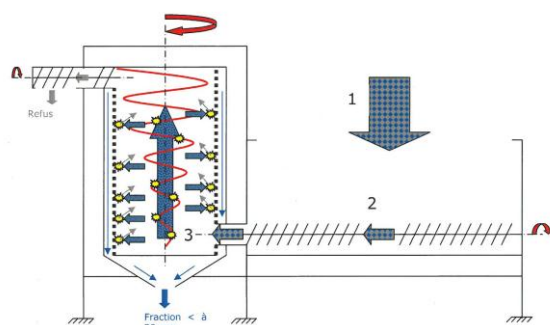
1.3.2 Présentation de la machine

Les produits à déconditionner sont récupérés avec leurs emballages (produits carnés en barquette ou en pochon, conserves métalliques, produits laitiers en pots, fruits et légumes sous sachet plastique,...) et nécessitent un pré-traitement dans l'unité de déconditionnement afin de séparer la fraction organique de l'emballage.

Schéma de principe du fonctionnement de la machine :



Principe de fonctionnement :



1. Alimentation à l'aide de la chargeuse,
2. Déplacement des biodéchets vers la chambre de broyage,
3. Séparation des éléments et évacuation :
 - les éléments sont broyés par les couteaux et projetés sur les parois de la chambre (paroi perforée à la maille ronde 20 mm),
 - les éléments passant à travers la maille de 20 mm sont évacués par gravité dans un bac de filtration (reprise du produit par une pompe pour envoi vers les citernes de stockage) et constituent ce qui est appelé le « mix » ou « soupe organique »
 - les éléments supérieurs à 20 mm sont entraînés par la force centrifuge due à la rotation du rotor en partie haute et sont évacués par la vis sans fin du haut, et constituent les emballages à proprement parler.

Il est possible d'**ajouter de l'eau** ou des effluents issus du déconditionnement et non SPA C3 dans la chambre de broyage en fonction de la nature du produit à déconditionner.

1.3.3 Nature et volume de l'activité

1.3.3.1 *Nature des matières*

Les matières déconditionnées sur le site de Montbrison sont :

- les produits **contenant une part de sous-produits animaux** de catégorie 3 (SPA C3) au sens du règlement 1069/2009, article 10, sous les références :
 - f)** Produits d'origine animale ou les aliments contenant de tels produits, qui ne sont plus destinés à la consommation humaine pour des raisons commerciales ou en raison de défauts de fabrication ou d'emballage ou d'autres défauts n'entraînant aucun risque pour la santé humaine ou animale.
 - g)** Aliments pour animaux familiers et les aliments pour animaux d'origine animale ou qui contiennent des SPA ou des produits dérivés, qui ne sont plus destinés à l'alimentation animale pour des raisons commerciales ou en raison de défauts de fabrication ou d'emballage ou d'autres défauts n'entraînant aucun risque pour la santé humaine ou animale.
 - p)** Les produits issus des déchets de cuisine et de table ne provenant pas de moyens de transport opérant au niveau international.
- tout autre produit liquide ou pâteux, qu'il est possible de déconditionner **ne contenant pas de SPA**.

Ces produits sont dérivés de la fabrication de plats cuisinés (refus de fabrication de l'industrie agro-alimentaires,...) ou des anciennes denrées alimentaires d'origine animale ou contenant des produits d'origine animale (relief de repas, produits dépassés ou invendus de la grande distribution,...). Cette liste n'est pas exhaustive et peut évoluer au cours du temps.

Le règlement (CE) N°1069/2009 précise la classification des SPA en fonction du risque associé :

Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3
Matières présentant un risque élevé pour la santé publique : matériels à risque spécifiés, risque EST, substance interdite,...	Matières présentant un risque moins élevé pour la santé publique : lisier et contenu digestif, résidus de contaminants, produits déclarés impropres à la consommation humaine,...	Matières ne présentant pas de risque pour la santé publique : peaux, cuirs, parties d'animaux abattus propres à la consommation humaine ou animale mais non destinées à celle-ci pour des raisons commerciales,...

Les SPA faisant l'objet de la présente demande relèvent de la **catégorie 3**. **Les produits des catégories 1 et 2 au sens du règlement 1069/2009 ne sont pas concernés par les activités de déconditionnement du site de Montbrison.**

1.3.3.2 *Capacité de la déconditionneuse*

La capacité maximale de déconditionnement de la machine s'élève à **14 tonnes par heure (t/h)**.

La plage de fonctionnement théorique de la ligne de production va de 6h à 18h soit 12h d'ouverture, avec un fonctionnement effectif de **10 heures par jour** du fait du nettoyage et de la maintenance de la machine.

La capacité maximale de l'installation est donc de **140 tonnes par jour**.

Sur l'année 2015, ont été déconditionnées **6 500 tonnes** (soit 26 tonnes par jour en moyenne). Il est prévu que le site puisse atteindre un volume d'activité de **15 000 tonnes**, soit sur 250 jours d'ouverture un volume d'activité moyen de 60 tonnes par jour (voir §2.1.2).

1.4 La valorisation effectuée au titre de l'activité

1.4.1 Schéma des flux de l'activité avec tonnages

Les biodéchets entrants sur le site sont soit envoyés directement en **compostage** lorsqu'ils ne contiennent pas de fraction emballée (environ 3% du gisement), soit déconditionnés. Dans ce second cas, l'opération de déconditionnement génère :

- environ 5% de **refus de tri** à éliminer dans des ISDND ou en UVE (en 2015, ce chiffre était de 4,5%),
- environ 3 à 4% d'emballages qui partent en filières de **recyclage** (en 2015, 3,4%),
- le reste est constitué du « mix » organique envoyé en **méthanisation**. Dans cette dernière fraction, on retrouve les eaux propres de procédé qui ont pu être utilisées (d'où un poids total des fractions sortantes plus élevées que les fractions entrantes – cf partie 1.3.2 présentation de la machine et du procédé).

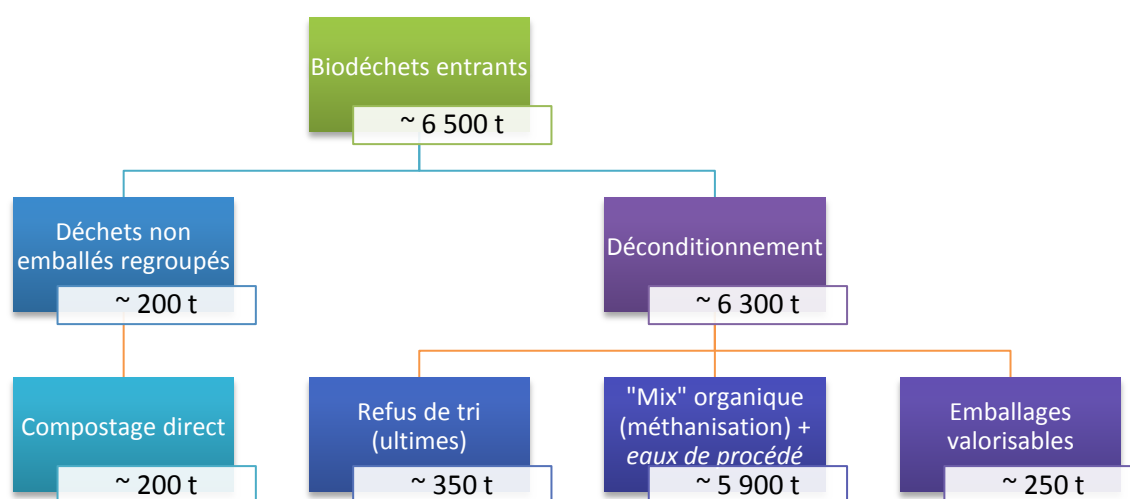


Figure 3 - Schéma des flux de biodéchets

1.4.2 Exutoires du « mix » et classement ICPE

Tous les exutoires vers lesquels est dirigé le « mix » disposent d'un agrément sanitaire.

De plus, ils sont classés pour les sites réalisant un traitement par **méthanisation** sous la rubrique **2781-2** de la nomenclature des installations classées :

« **2781-Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production.**

1-Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires :

- a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 60 t/j : A
- b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 60 t/j : E
- c) La quantité de matières traitées étant inférieure à 30 t/j : DC

2-Méthanisation d'autres déchets non dangereux : A »

Les sites réalisant un traitement par **compostage** sont, quant à eux, classés sous la rubrique **2780** :

« **2780-Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant le cas échéant subi une étape de méthanisation** :

1-Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires

a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 50 t/j : A

b) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 50 t/j : E

c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j et inférieure à 30 t/j : D

2- Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1:

a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 t/j : A

b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 2 t/j et inférieure à 20 t/j : D

3. Compostage d'autres déchets : A »

Voici les sites vers lesquels le « mix » de Montbrison est aujourd'hui dirigé (cette liste est amenée à évoluer en fonction de nos futurs exutoires agréés) :

Nom	Département	Mode de traitement	Rubriques autorisées	Capacité
SARL EUREK'ALIAS	52	Méthanisation avec hygiénisation préalable	2781-2	25 tonnes/j
ENERGIE DONDAINE	89	Méthanisation avec hygiénisation préalable	2781-2	36 tonnes/j
METHELEC	63	Méthanisation avec hygiénisation préalable	2781-2	97 tonnes/j
FEVRE	21	Méthanisation avec hygiénisation préalable	2781-2	3 tonnes/j
ARTOIS METHANISATION	62	Méthanisation avec hygiénisation préalable	2781-2	128 tonnes/j

Une partie du « mix » est par ailleurs expédiée en Belgique via la société RECUPAL WEST vers des méthaniseurs disposant des autorisations belges nécessaires.

1.5 L'agrément sanitaire du site

L'ensemble des opérations de déconditionnement est encadré par l'agrément sanitaire n°FR-42-147-101 du 6 août 2013, modifié le 2 mai 2017, qui figure en ANNEXE 1 de ce porté à connaissance.

2 PARTIE 2 – ANALYSE DES IMPACTS

2.1 Contexte réglementaire

2.1.1 Arrêtés Préfectoraux

Aujourd'hui le site est réglementé par :

- l'Arrêté Préfectoral n°2007/0993 du 30 septembre 2008 ;
- l'Arrêté Préfectoral Complémentaire n°424-DDPP-11 du 21 octobre 2011.

L'arrêté de 2008 précise notamment les rubriques autorisées, les quantités et la nature des déchets admis, les règles d'aménagement du site, les consignes d'exploitation et d'entretien du site, les modalités de gestion des risques, les modalités de gestion et de contrôle de l'ensemble des effluents du site (eau, air/odeurs, déchets, bruits et vibration), ainsi que les consignes de remise en état du site.

Cet arrêté s'appuie sur le Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (DDAE) remis en octobre 2007 à l'Administration, et qui présentait le projet du site sous les chapitres suivants :

- A) Résumé non technique
- B) L'établissement et son projet
- C) Etude d'impact
- D) Etude de danger
- E) Notice hygiène et sécurité.

L'arrêté préfectoral autorisait alors les rubriques et les quantités de déchets suivantes pour le site :

Désignation	Rubrique	Régime
Station de transit de déchets industriels provenant d'ICPE	167 – A	A
Station de transit d'ordures ménagères et autres résidus urbains	322 – A	A
Caoutchoucs, élastomères, < 150 m ³	98 bis	NC
Métaux, < 50 m ³	286	NC
Stockage de liquides inflammables, < 10 m ³	1432	NC
Distribution de liquides inflammables, entre 1 et 20 m ³	1434	D
Dépôt de bois, cartons, matières combustibles, < 1 000 m ³	1530	NC
Déchetterie aménagée	2710	D

Quantités autorisées par an :

Désignation	Tonnage annuel
Ordures Ménagères	40 000
Collecte sélective	6 000
DEEE	100
DTQD/DMS	360
Déchets Industriels	5 000

L'**arrêté complémentaire de 2011** est venu remplacer l'article concernant les rubriques dans le cadre de la révision de la nomenclature des Installations Classées. Les anciennes rubriques ont été mises en correspondance avec leur nouvelle appellation, et des rubriques non exploitées sont devenues caduques (2710, 1530, 1532, 2662).

Les nouvelles rubriques autorisées sont présentées ci-dessous :

Désignation	Volume des activités	Nouvelle rubrique	Régime	(correspondance anciennes rubriques)
Transit, tri, regroupement de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	150 m ³	2714-2	D	98 bis et 1530
Transit, tri, regroupement de déchets non dangereux non inertes	100 m ³	2716-2	DC	167-A et 322-A
Transit, tri, regroupement de métaux, de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux	50 m ²	2713	NC	286
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)	50 m ³ de gazole non routier (volume équivalent 10 m ³)	1432	NC	1432
Station-service	Volume annuel de gasoil distribué : 580 m ³ coef 1/5 Volume équivalent 116 m ³	1435-3	DC	1434

Dans le cadre de ce porté à connaissance auprès de l'Administration, une **modification du volume stocké dans le cadre de la rubrique 2716-2** est également souhaitée. En effet, il a été déclaré en 2011, à l'occasion du changement de nomenclature, un volume susceptible d'être présent dans l'installation de 100 m³. A ce jour, le volume présent au niveau du quai est constitué au maximum de 4 semi-remorques + 2 en débord d'un volume de 110 m³ au maximum, soit en cumulé dans le cas où toutes les semi-remorques seraient pleines, **un volume maximal de 660 m³**.

Ceci ne modifie pas les conditions d'exploitation du site, puisque dans ce volume (entre 100 et 1 000 m³) nous restons dans le cadre d'une activité soumis à Déclaration Contrôlée.

Il est également important de noter que dans le cadre de l'Arrêté Préfectoral initial de 2008, cette rubrique était classée sous le seuil de l'autorisation et a donc fait l'objet d'une instruction appropriée de la part de l'Administration.

2.1.2 Rubrique concernée par l'activité de déconditionnement

Le site ne dispose pas à ce jour de la rubrique 2791-1, qui est la rubrique sollicitée dans le présent dossier. En effet, l'activité de déconditionnement est classée aujourd'hui :

2791 – Traitement de déchets non dangereux

N°	A - Nomenclature des installations classées			
	Désignation de la rubrique	A, D, E, S, C (1)	Rayon (2)	AMPG
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant :			
	1. Supérieure ou égale à 10 t/j	A	2	-
	2. Inférieure à 10 t/j	DC	-	23.11.11

Aujourd'hui, l'installation biodéchets en place a une capacité nominale de déconditionnement de **14 tonnes par heure**. Les plages de fonctionnement théoriques du procédé, c'est-à-dire les heures pendant lesquelles nos opérateurs sont présents sur site pour cette activité, sont de 6h à 18h du lundi au vendredi soit 12h d'ouverture théorique. Compte-tenu des plages de nettoyage quotidien et de maintenance obligatoires de la machine, le fonctionnement effectif du procédé retenu est de **10 heures par jour**.

La capacité maximale de l'installation biodéchets est donc de **140 tonnes par jour**.

Sur l'année 2015, ont été déconditionnées 6 500 tonnes de biodéchets, soit en équivalent jour : 6 500 tonnes / 250 jours = **26 tonnes par jour**. On prévoit un volume maximal annuel de 15 000 tonnes. Ainsi, sur une hypothèse de 250 jours d'ouverture par an, les capacités suivantes sont nécessaires pour le fonctionnement du procédé :

*Capacité maximale visée : 15 000 tonnes / 250 jours = **60 tonnes par jour***

Comme la quantité de déchets traitée est supérieure à 10 tonnes par jour, le site pourrait être classé sous la rubrique suivante :

Rubrique	Désignation	Régime	Volume des activités
2791-1	Traitement de déchets non dangereux	Autorisation	60 tonnes / jour

Il est important de noter que cette activité ne relève d'aucune rubrique 3XXX dite « IED ».

2.1.3 Contexte de l'étude d'impact

Compte-tenu du dossier déposé en 2007 ayant fait l'objet d'une enquête publique puis d'une autorisation d'exploiter, et de l'antériorité des activités autorisées du site, le présent dossier propose **une réévaluation de la partie C – Etude d'impact** du site, présentant l'activité de déconditionnement dans le contexte du site par rapport à la situation initialement présentée à l'Administration en 2007.

Seront donc évalués l'ensemble des impacts du site, et les mesures prises pour en limiter les inconvénients. Il est important de noter ici qu'à l'origine, en lieu et place de l'installation de déconditionnement, étaient prévus l'installation d'un centre de tri des déchets industriels banals, ainsi que l'accueil d'une déchetterie et d'un local

de stockage des DMS/DTQD/DEEE (*), qui n'ont finalement pas vu le jour (d'où le retrait des rubriques concernées). L'activité de déconditionnement n'est donc pas venue s'ajouter aux activités déjà exploitées du site, mais s'est **substituée aux activités non exploitées**, ce que cette étude prendra en compte.

Toute la première partie du dossier d'étude d'impact de 2007 concerne l'analyse de l'état initial du site et de son environnement. Cette partie ne sera pas réévaluée, puisqu'elle ne fait l'objet d'aucune modification. L'évaluation concerne ici l'analyse des effets directs, indirects, temporaires et permanents sur l'environnement ainsi que la présentation des coûts des mesures envisagées par le demandeur pour supprimer, limiter et, si possible, compenser les inconvénients de l'installation.

() DMS = Déchets Ménagers Spéciaux ; DTQD = Déchets Toxiques en Quantités Dispersées ; DEEE = Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques*

2.2 Analyse des impacts

2.2.1 Intégration paysagère

2.2.1.1 Analyse de l'impact de l'activité de déconditionnement

Bâtiments prévus par le projet de 2007	Impact de l'activité de déconditionnement
Bureaux administratifs et locaux sociaux	Non affectés
Atelier	Non affecté
Centre de tri	Remplacés par le bâtiment de déconditionnement
Local de stockage DMS / DTQD / DEEE	
Quai de transit	Non affecté

Parmi les bâtiments prévus par le projet de 2007, la seule modification est le nouveau bâtiment qui accueille l'activité de déconditionnement. Ses caractéristiques sont les suivantes :

- Caractéristiques techniques :
 - o Une halle de 225 m² avec charpente aluminium et périphérie en toile,
 - o Une halle de 700 m² avec une charpente aluminium, des panneaux latéraux en acier et une toiture en toile,
- Superficie occupée au sol : 925 m²,
- Hauteur : 7 m.

D'une manière générale, seul le bâtiment de tri et de stockage des déchets dangereux a été modifié. Il a été remplacé par le local abritant l'activité de déconditionnement :

Caractéristiques	Projet de 2007	Réalisé
Hauteur des bâtiments	10,40 m	7,00 m
Superficie	522 m ²	925 m ²

On peut donc indiquer que :

- même si les surfaces occupées sont plus importantes pour l'activité de déconditionnement que pour l'activité de tri initialement prévue, la hauteur du bâtiment est inférieure et donc l'impact paysager moindre,
- le bâtiment est moins isolé dans le site donc visuellement plus cohérent avec l'ensemble du site.

NB : en plus du centre de tri de 522 m² qui n'a pas été réalisé, une déchetterie professionnelle d'une superficie de 460 m² et son local DMS/DTQD de 111 m² n'ont également pas vu le jour, compensant encore l'ajout de l'activité de déconditionnement en termes de surface occupée au sol.

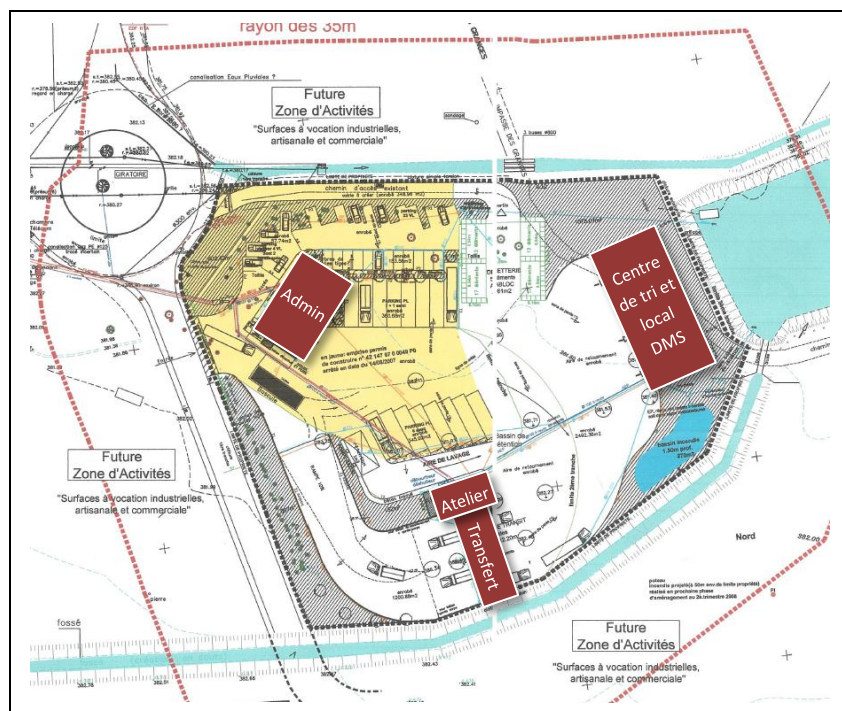


Figure 4 - Schéma d'implantation projet de 2007 (DDAE)

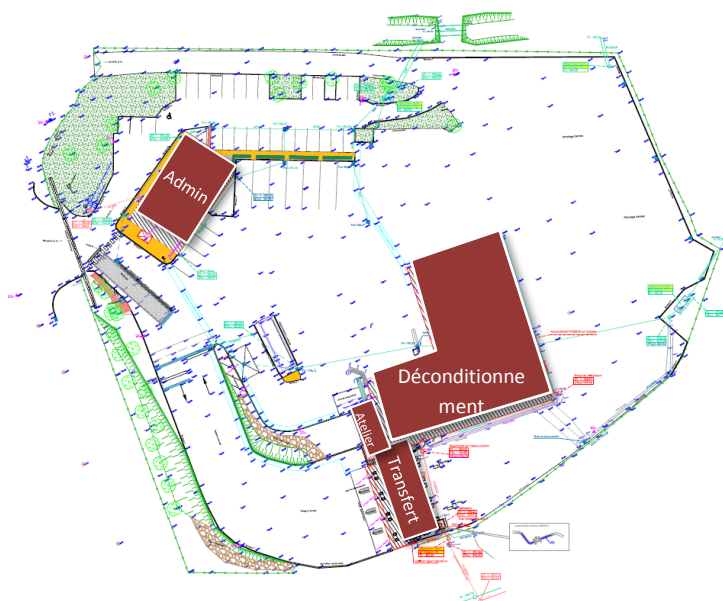


Figure 5 - Schéma d'implantation des activités (2016)

2.2.1.2 Mesures prises pour la limitation de cet impact

Les mesures prises pour limiter l'impact paysager de l'activité de déconditionnement sont les suivantes :

- Toutes les activités sont situées dans la ZAC, donc à vocation industrielle, ce qui en fait un site cohérent avec le reste de la zone ;
- Le bâtiment est moins haut que prévu, ainsi son émergence pour l'activité de déconditionnement est inférieure à celle prévue et son impact donc plus limité encore ;
- Les bâtiments modulaires sont visuellement bien intégrés au reste du site, étant dans la continuité du quai de transfert ;
- Toutes les activités de déconditionnement sont réalisées à l'intérieur d'un bâtiment, donc non visibles.

2.2.2 Impact sur les richesses naturelles

2.2.2.1 Analyse de l'impact de l'activité de déconditionnement

Il n'était pas prévu que le site comporte des zones permettant spécifiquement la nidification des oiseaux. Le site n'était à l'origine d'aucune gêne pour le vol ou la nidification des oiseaux.

Cet impact n'est pas modifié par l'activité de déconditionnement.

2.2.2.2 Mesures prises pour la limitation de cet impact

Les mesures prises pour limiter l'impact de l'activité du site sur les richesses naturelles prévues dans le DDAE de 2007 sont suffisantes et concernent également l'activité de déconditionnement.

2.2.3 Impact sur l'eau

2.2.3.1 Analyse de l'impact de l'activité de déconditionnement

- Alimentation en eau

L'alimentation en eau est réalisée comme prévu à partir du réseau public de distribution.

- Principales utilisations de l'eau

	DDAE de 2007	Site intégrant l'activité de déconditionnement
Sanitaire	1 100 m ³ /an (50 salariés)	Idem (50 salariés présents sur site) (pour exemple, en 2015, 961 m ³ ont été consommés)
Lavage des camions	900 m ³ /an	Idem
Déconditionnement et lavage des bacs	0 m ³ /an	~ 800 m ³ /an : Lavage bacs : environ 20 m ³ /mois Lavage zone et activité de déconditionnement : environ 45 m ³ / mois
Consommation globale du site	2 000 m ³	2 800 m ³ (pour exemple, 2 781 m ³ ont été consommés en 2015)

Ainsi, l'activité de déconditionnement a un impact sur les consommations en eau du site puisqu'elle génère une consommation liée à la fois :

- au lavage des bacs utilisés pour la collecte des biodéchets ;
- au lavage de la zone de déconditionnement en elle-même dans le cadre des mesures sanitaires prises (agrément) ;
- à l'alimentation de la machine en eau pour le procédé de déconditionnement.

• Collecte et rejet des eaux usées, industrielles et pluviales

Eaux sanitaires : locaux administratifs	L'activité de déconditionnement ne génère pas de personnel supplémentaire par rapport au projet initial : 50 personnes étaient prévues pour l'ensemble du site et sont actuellement présentes. Seul un local modulaire, relié au réseau de collecte des EU, situé à proximité immédiate du bâtiment de déconditionnement, inclut des toilettes et une douche spécialement dédiées aux opérateurs de l'activité (agrément sanitaire). Mais en quantité totale la production d'EU sanitaire n'est pas modifiée.
Eaux de l'aire de lavage des camions	L'activité de déconditionnement ne modifie pas les quantités générées par cette activité. Les eaux générées rejoignent le réseau EU du site.
Les Eaux Pluviales (EP) de toitures	Le réseau des EP est dirigé directement vers le milieu naturel. → Le bâtiment de tri était prévu pour une superficie de 522 m ² . → En réalité, le bâtiment de déconditionnement mis en lieu et place a une superficie de 925 m ² . La superficie de ruissellement supplémentaire est donc d'environ 400 m ² , ce qui génère, en reprenant comme moyenne des précipitations celle du DDAE de 616 mm/an, une production d'environ 246 m³ d'EP propres supplémentaires par an.
EP voiries	Le réseau des EP de voiries est dirigé vers le milieu naturel après passage dans un séparateur déshuileur. L'activité de déconditionnement n'a pas généré de voiries supplémentaires. Les 400 m ² supplémentaires couverts pour l'activité ont généré des eaux pluviales sans prétraitement avant rejet. Ainsi, sur le même principe de calcul que ci-dessus, environ 246 m³ d'EP de voiries en moins sont à prétraiter par an. En revanche, le volume global rejeté est inchangé.
Egouttures de la station de carburant	Ces égouttures sont spécifiquement collectées vers le réseau EP et rejoignent, après prétraitement en séparateur hydrocarbures, le milieu naturel. L'activité de déconditionnement n'a pas modifié cet impact.
Eaux de la déchetterie professionnelle	<u>Cette activité n'a pas été développée</u> , ce qui compense partiellement les activités de déconditionnement en volume. Ces activités avaient un rejet estimé à 280 m ³ /an.
Eaux de déconditionnement (procédé + lavage)	<u>L'activité</u> de déconditionnement génère des eaux de procédé, ou Eaux Industrielles (EI) : une consommation d'environ 800 m ³ a été estimée dans la partie précédente, dont <ul style="list-style-type: none"> - Environ 240 m³ pour le lavage des bacs → vers le réseau EI - Environ 270 m³ pour le lavage de la zone → vers le réseau EI - Environ 290 m³ pour alimenter le procédé → ces eaux se retrouvent dans le « mix » du déconditionnement et ne retournent pas au réseau. Elles sont alors traitées dans le procédé de l'exutoire accueillant le mix in fine (méthanisation). L'impact en volume de l'activité de déconditionnement est donc estimé à 510 m³ . Ces EI sont prétraitées par un premier déboureur spécifique, puis par un second déboureur/dégrillage. Elles rejoignent ensuite un séparateur à hydrocarbures avant raccordement aux Eaux Industrielles de la ZAC , traitées en STEP .

En résumé, l'activité de déconditionnement à proprement parler ne génère qu'une surproduction de 230 m³ par an (environ **+3%** par rapport au projet de 2007) soit sur 250 jours de fonctionnement moins de 1 m³ par jour, constituée essentiellement des eaux du procédé :

Rejet	Impact déconditionnement	Volume initial
EU sanitaires	RAS	1 100 m ³ /an
Lavage camions	RAS	900 m ³ /an
EP toitures	+ 246 m ³	616 m ³ /an
EP voiries	- 246 m ³	4 760 m ³ /an
Station carburant	RAS	30 m ³ /an
Déchetterie pro	- 280 m ³	280 m ³ /an
Déconditionnement	+ 510 m ³	0 m ³ /an
TOTAL	+ 230 m³/an	7 686 m³/an

Tableau 1 - Synthèse des impacts sur les rejets d'Eaux Usées, Industrielles et Pluviales de l'activité de déconditionnement

NB : selon les mêmes principes de calculs, dans l'hypothèse où l'activité de déconditionnement atteindrait le pic annuel de 15 000 tonnes précité, la production d'EI issues du déconditionnement serait portée de 510 m³ à **824 m³** décomposés ainsi :

- Lavage des bacs : proportionnellement à l'activité, les 240 m³ seraient portés à **554 m³** ;
- Lavage de la zone : identique à la production actuelle, puisque journalière et non proportionnelle aux tonnes entrantes, soit **270 m³**.

Soit l'impact total sur la production du site de : 544 m³ (+7%) soit environ 2 m³/jour :

➔ Calculé comme suit : + 246 - 246 - 280 + **824** = 544 par rapport à 7 686 m³.

- Les sources potentielles d'écoulements dans le sol

Les écoulements potentiels dans le sol et donc les infiltrations potentielles dans la nappe ou ruissellement vers les milieux naturels sont de plusieurs ordres :

- Liés au stockage de produits dangereux : l'activité de déconditionnement ne génère pas de stockage de liquide dangereux particulier. La seule modification de l'impact concerne l'utilisation de produits de nettoyage : javel (classé « nocif pour l'environnement » et « corrosif ») et biocides biodégradables (non classés).
- Liés au stockage des déchets : les déchets entrants et sortants sont stockés à l'abri des intempéries sur une dalle étanche donc il n'y a pas d'écoulements liés ;
- Liés à la lixiviation des produits : les produits réceptionnés (biodéchets comparables à des ordures ménagères en termes de lixiviation) sont intrinsèquement humides du fait de leurs caractéristiques alimentaires et éventuellement de leur stockage amont chez les clients- si stockés à l'extérieur (nota : comme les biodéchets sont bien souvent stockés en caisses palettes ou en bennes couvertes, cela limite ces infiltrations). Ceci peut générer des écoulements particuliers, liés à l'activité de déconditionnement, mais de la même manière que pour des ordures ménagères déjà prises en compte dans l'étude initiale.

2.2.3.2 Mesures prises pour la limitation de cet impact

Les mesures prises pour limiter l'impact sur l'eau de l'activité de déconditionnement sont les suivantes :

- *Limitation de la consommation en eau*

L'activité génère une consommation en eau supplémentaire sur le site. Cependant, les produits déconditionnés peuvent parfois être des liquides (jus de fruits). Ils sont alors stockés en citerne, pour être réinjectés plus tard dans le procédé.

D'une manière générale, aujourd'hui, environ 2/3 de l'eau utilisée dans le procédé est issue de ces produits (jus de fruits : 1 000 m³ en 2015), et 1/3 est issu du réseau (quantité pour l'année 2015 estimée à 580 m³). Ainsi, ce mode d'alimentation en eau **limite le prélèvement sur le réseau d'environ 1 000 m³**. Cette performance provient d'un savoir-faire spécifique développé par le personnel du déconditionneur.

Il est important de noter ici qu'il avait initialement été envisagé de récupérer les eaux utilisées pour le lavage des bacs et de la zone pour les réintégrer dans le procédé de méthanisation. Or cette opération est incompatible avec la notion d'agrément sanitaire, puisque dans ce cas les eaux issues du lavage sont considérées comme un déchet et ne peuvent donc pas être utilisées dans un procédé de traitement qui concerne des SPA. Ceci limite donc la marge de manœuvre en termes de limitation de l'impact.

- *Limitation de la pollution des eaux superficielles et souterraines*

Les impacts sur les rejets en eau du site en volume sont compensés par une gestion différenciée des eaux selon leur nature :

- Les eaux pluviales sont correctement dirigées vers le milieu naturel, sans être souillées par d'autres eaux issues du procédé ou des voiries ;
- L'ensemble des eaux issues de surfaces de voirie sont collectées et prétraitées (séparateur hydrocarbures) avant leur rejet au milieu naturel ;
- L'ensemble des eaux provenant de l'activité du déconditionnement sont collectées puis acheminées vers le réseau EI approprié, après prétraitement dans un séparateur débourbeur puis un séparateur débourbeur et hydrocarbures. **La présence de ces ouvrages de prétraitement en série constitue une amélioration du traitement des eaux.**
- L'ensemble des séparateurs débourbeurs et à hydrocarbures du site sont correctement et régulièrement entretenus.

- *Limitation des sources d'écoulements*

La limitation d'éventuels écoulements vers le milieu superficiel ou dans les sols est assurée par les moyens suivants :

- Liquides de nettoyage destinés à l'activité de déconditionnement : ils sont stockés à l'intérieur du bâtiment sur des rétentions d'un volume conforme aux exigences réglementaires ;
- Ruissellement à travers les déchets stockés : tous les déchets réceptionnés pour l'activité de déconditionnement sont stockés sur des aires étanches à l'abri des intempéries (contenants fermés). Les eaux de pluie ne génèrent donc pas d'effluent particulier sur ces déchets.
- L'activité de déconditionnement est réalisée à l'abri des intempéries, à l'intérieur d'un bâtiment ;
- Les déchets après déconditionnement sont stockés en citerne (soupe organique) ou en bennes (emballages) : la citerne est par construction étanche au ruissellement, et la benne est stockée dans le bâtiment abritant la ligne de production ; le personnel veille à limiter les égouttures et à laisser les installations dans un état de propreté satisfaisant.
- Lixiviation provenant des déchets eux-mêmes : les déchets sont stockés sur des aires étanches. L'ensemble des eaux de lixiviation issues de l'activité de biodéchets sont dirigées, par des dispositions constructives, directement vers le réseau séparatif (réseau EI approprié).

2.2.4 Impact sur l'air

2.2.4.1 Analyse de l'impact de l'activité de déconditionnement

- *Emissions dues aux procédés*

L'activité ne génère pas d'émission canalisée. Les catégories de matières pouvant générer des envols sont déjà prises en compte dans l'étude d'impact (donc pas de modification de l'impact suite à cette activité de déconditionnement) : biodéchets entrants (équivalents ordures ménagères), emballages sortants (papiers/cartons, plastiques triés).

- *Emissions dues aux utilités*

Tout comme dans l'étude initiale, l'activité de déconditionnement ne possède pas d'installation de combustion ni de chauffage autre que électrique. L'équipement de déconditionnement fonctionne grâce à l'énergie électrique.

Le laveur haute pression thermique était déjà prévu à la création du site.

- *Emissions dues à la manutention des matières*

Les émissions liées à l'activité de déconditionnement ont les mêmes impacts que celles étudiées initialement :

- Les envols de poussière lors de la circulation des engins sur des zones éventuellement non imperméabilisées ;
- Les gaz d'échappement des engins de manutention : liées à la réception des biodéchets, l'alimentation du process et la manutention des deux matières sortantes (« mix » organique d'un côté, emballages de l'autre).

- *Odeurs*

Comme toute activité liée aux déchets, l'activité de déconditionnement peut générer des odeurs d'une part du fait des produits réceptionnés, d'autre part du fait de l'opération de déconditionnement ou du stockage des matières secondaires triées.

2.2.4.2 Mesures prises pour la limitation de cet impact

Les mesures prises pour limiter l'impact sur l'air de l'activité de déconditionnement sont les suivantes :

- Envols de produits : les déchets arrivent dans des contenants fermés (caisses palettes avec couvercles, bennes bâchées, palettes filmées) ; l'activité de déconditionnement de ces produits est réalisée uniquement **à l'intérieur** des bâtiments, limitant ainsi les envols de produits entrants ; les produits sortants sont conditionnés en citerne (mix organique) ou en bennes à l'abri des intempéries (emballages) ;
- Envols de poussières : les engins évoluent sur des **aires étanches**, ce qui limite les envols de poussières ; le **balayage** et **nettoyage** du site sont réalisés régulièrement, limitant les accumulations de poussières ;
- Gaz d'échappement : les activités de déconditionnement ne génèrent pas plus d'émissions que celle d'un centre de tri tel qu'il était défini dans le projet initial ; elles ont lieu à l'intérieur de l'aire de déconditionnement, bâtiment fermé et ventilé naturellement par les portes du local.



La limitation des **odeurs** fait l'objet d'un enjeu tout particulier, dont la maîtrise est assurée par :

- D'une part **des dispositions constructives** : les activités sont réalisées entièrement à couvert, afin de limiter les émissions odorantes pour le voisinage ;
- D'autre part **des dispositions organisationnelles** : le stockage des matières entrantes est réalisé à couvert (ou à défaut dans des contenants capotés et étanches). Les matières sortantes odorantes (le mix organique) sont stockées en citerne fermée pour éviter les émissions odorantes. ;
- Enfin, par les exigences **de l'agrément sanitaire** : le nettoyage du matériel et de la zone est réalisé quotidiennement pour éviter toute prolifération de germes ; les déchets réceptionnés ne sont que des matières fraîches (SPA « catégorie 3 »), conformément à la réglementation sanitaire ; le « mix » est expédié régulièrement de manière à limiter sa dégradation.

Pour information, les riverains disposent de nos coordonnées afin de pouvoir nous contacter en cas de nuisances détectées. Il est important de noter que nous avons pris en compte une unique réclamation en 2012. Depuis, nous n'avons plus eu de plainte.

2.2.5 Impact sur le bruit

2.2.5.1 *Analyse de l'impact de l'activité de déconditionnement*

Les sources d'émissions sonores liées à l'activité de déconditionnement étaient en partie prévues par l'étude initiale (déchargement des camions, évacuation des bennes sortantes). Une partie des émissions sonores n'était pas prévue : celles liées au procédé de déconditionnement.

Il était prévu que le fonctionnement du site n'entraîne pas de dépassement des seuils d'émergence dans les zones à émergence réglementée.

Périodes	Points de mesures	Niveaux sonores		Niveaux sonores ambiants	
		Etat initial	Etat futur	Estimée	Seuil réglementaire
Jour	3	47.4 dB(A)	47.7 dB(A)	0.3 dB(A)	5 dB(A)

Tableau 2 - Estimation du niveau sonore en façade des habitations les plus proches [source : DDAE 2007]

Finalement, il a été retenu dans l'Arrêté Préfectoral (art 8.1) en vigueur pour l'ensemble du site les valeurs réglementaires suivantes :

Niveau de bruit existant	EMERGENCE admissible (période : 7h-22h hors dimanche et jours fériés)	EMERGENCE admissible (période : 22h-7h et dimanche et jours fériés)
> 35 dB(A) et ≤ 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
> 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

« Le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. »

Tableau 3 - Seuils réglementaires retenus - Article 8.1 n°2007/0993 du 30 septembre 2008

En 2014, date à laquelle l'activité de déconditionnement était déjà en place et fonctionnait pleinement, une campagne de mesure des émissions sonores a été réalisée afin de contrôler le respect de ces valeurs réglementaires. Il n'a été constaté **aucun dépassement des niveaux sonores** aux 4 points de mesure situés en limite de propriété du site, que ce soit sur les valeurs nocturnes comme diurnes.

Point 1 : limite de propriété est du site,

Période	Niveaux sonores / dB(A)		
	Ambiant	Limite	Dépassement
Diurne	49.0	70	0
Nocturne	42.0	60	0

Point 2 : limite de propriété nord du site,

Période	Niveaux sonores / dB(A)		
	Ambiant	Limite	Dépassement
Diurne	57.0	70	0
Nocturne	47.0	60	0

Point 3 : limite de propriété ouest du site,

Période	Niveaux sonores / dB(A)		
	Ambiant	Limite	Dépassement
Diurne	59.0	70	0
Nocturne	46.5	60	0

Point 4 : limite de propriété sud du site,

Période	Niveaux sonores / dB(A)		
	Ambiant	Limite	Dépassement
Diurne	63.0	70	0
Nocturne	59.0	60	0

Tableau 4 - Valeurs mesurées en limite de propriété du site [Source : SOCOTEC, mars 2014]

2.2.5.2 Mesures prises pour la limitation de cet impact

Les mesures prises pour limiter l'impact de l'activité de déconditionnement sur le bruit sont les mêmes que celles prévues initialement :

- L'activité est limitée à une plage horaire fixe (6h-18h), les installations sont à l'arrêt pendant la période 18h-6h et les week-ends (samedi après-midi et dimanche), périodes pendant lesquelles le bruit résiduel local est le plus faible ;
- Le site est implanté en ZAC donc sans habitation et avec des activités générant elles-mêmes du bruit dans des périodes similaires ;
- La machine est implantée à l'intérieur d'un bâtiment, lequel joue le rôle d'écran acoustique ;
- La durée d'attente des véhicules est autant limitée que possible.

2.2.6 Génération de déchets

2.2.6.1 Analyse de l'impact de l'activité de déconditionnement

L'activité de déconditionnement en elle-même peut générer les déchets suivants, déjà en partie inclus dans l'étude d'impact de 2007 :

Désignation du déchet	Mode de génération	Impact de l'activité	Mode de stockage et de traitement
DECHETS DANGEREUX Huiles usagées Flux prévisionnel : 5 t/an [2007]	Déchet généré par la maintenance des équipements du site	L'activité de déconditionnement génère seulement une vidange annuelle supplémentaire pour la machine, dont le volume est estimé à une trentaine de litres / an, négligeable au regard du reste du site.	Directement évacué par le prestataire de maintenance.
DECHETS NON DANGEREUX Boues issues du curage de séparateur débourbeur	Déchet généré par le séparateur en place en sortie de déconditionnement pour assurer le traitement des eaux utilisées pour le procédé avant rejet au réseau EI	Avec 2 curages par an, le séparateur génère environ 28 m³/an liés à l'activité de déconditionnement	Evacué par le prestataire de service en centre de traitement agréé.
DECHETS NON DANGEREUX Refus de tri Flux prévisionnel : 3 000 t/an [2007] Déchets non valorisables Flux prévisionnel : 480 t/an [2007]	L'activité de déconditionnement génère dans son procédé des refus : ⇒ <i>Lorsque les biodéchets à déconditionner sont dans des emballages non valorisables en filières de recyclage</i> ⇒ <i>En phase de nettoyage de la machine et de la zone</i> NB : ces refus étaient auparavant déjà réceptionnés sur le site en tant que déchets ultimes.	~ 4.5% de refus de tri, → soit sur les 6 500 tonnes entrantes en 2015 = 292.5 tonnes → Au maximum sur 15 000 tonnes (capacité maximale de l'installation actuelle) = 675 tonnes ce qui est négligeable au regard de l'ensemble des activités du site	Stockés en bennes pour un envoi directement en traitement pour déchets banals ultimes : ⇒ <i>Envoi vers ISDND</i> ⇒ <i>Envoi vers UVE</i>

Tableau 5 - Impact sur les déchets générés

Il est important de noter que le « mix » organique ainsi que les emballages issus de l'activité de déconditionnement ne sont pas comptabilisés en tant que déchets, puisqu'ils sont valorisés dans les filières adéquates (valorisation agronomique ou énergétique pour le mix ; valorisation matière pour les emballages).

2.2.6.2 Mesures prises pour la limitation de cet impact

Les mesures prises pour limiter l'impact de l'activité de déconditionnement en termes de gestion de déchets sont les suivantes :

- Les déchets sont valorisés le plus possible ; dès qu'une filière de valorisation matière est identifiée pour la reprise des emballages, ces derniers sont prioritairement dirigés vers cet exutoire ;
- Le site est triplement certifié ISO 9 001, 14 001 et OHSAS 18 001 ; les procédures permettent d'assurer une parfaite traçabilité de tous les déchets traités, dans les exutoires agréés, et dans le respect de l'environnement.

Il est important de noter ici que l'activité de déconditionnement contribue à réduire l'impact des activités de gestion des déchets « traditionnelles ». En effet, elle consiste à valoriser sous forme de matière (via recyclage) ou d'amendement organique (associé ou non à une production d'énergie dans le cas de la méthanisation) des matières qui étaient auparavant destinées à l'incinération ou au stockage.

2.2.7 Transports

2.2.7.1 Analyse de l'impact de l'activité de déconditionnement

Les déchets qui alimentent l'activité de déconditionnement étaient auparavant réceptionnés sur le site en tant que DIB et/ou ordures ménagères. Ils étaient ensuite transférés en semi-remorques vers leur installation de traitement final. En quantité, l'activité de déconditionnement n'a pas d'impact sur le trafic amont du site. Sur le trafic aval, l'impact est également nul, comme le montre le tableau de calculs ci-dessous :

		Avant l'activité de déconditionnement	Avec l'activité de déconditionnement	IMPACT	
ENTREES					<i>Poids / voyage</i>
Réception des biodéchets	6 500t/an	7 véh./j	7 véh./j	0 véh./j	3,5t/véh.
SORTIES					
Refus : - en semi-remorques (quai de transfert) - vers traitement ultime	6 500t/an	1 véh./j	0 véh./j L'activité génère env 350 t/an soit 1 véh./mois environ	-1 véh./j	25t/véh.
Mix organique : - en citernes - vers valorisation énergétique ou agronomique	5 900 t/an	0 véh./j	1 véh./j	1 véh./j	23t/véh.
Emballages : - en bennes - vers valorisation matière	250t/an	0 véh./j	0 véh./j Les 250 t génèrent env 1 véh./semaine	0 véh./j	5t/véh.

Tableau 6 - Calcul de l'impact de l'activité sur le trafic

2.2.7.2 Mesures prises pour la limitation de cet impact

Etant donné que l'activité ne génère pas d'impact supplémentaire sur le trafic, les mesures prévues restent inchangées, à savoir une utilisation des routes prévues dans la ZAC et la non-traversée des agglomérations de Montbrison et Savigneux (sauf en desserte locale).

2.2.8 Effets sur la santé humaine

2.2.8.1 Analyse de l'impact de l'activité de déconditionnement

L'évaluation du risque sanitaire effectuée en 2007 dans le cadre du DDAE initial est toujours d'actualité et ne nécessite pas de mise à jour. En effet, le choix des polluants traceurs de risque reste inchangé :

- L'inventaire des substances présentes prenait déjà en compte toutes les matières faisant actuellement l'objet d'un déconditionnement (OM, refus de tri, produits valorisables) ;
- Les nuisances induites restent inchangées et concernent principalement les émissions liées aux véhicules à moteur (NO_x et SO_x), et les polluants dissous dans l'eau ou en suspension.

L'impact du projet sur la santé humaine avait alors été considéré comme nul, ce qui reste inchangé.

2.2.8.2 Mesures prises pour la limitation de cet impact

L'impact est nul : il ne convient pas de mettre en place des mesures spécifiques. Néanmoins, l'activité de déconditionnement a été intégrée dans les documents de suivi QHSE du site. Ainsi, le Document Unique a été mis à jour.

De plus, l'activité est encadrée par l'obtention d'un agrément sanitaire : par exemple, le lavage et la désinfection journalière des surfaces et des équipements réduisent le risque d'infestation (insectes, larves, rongeurs,...), et les opérateurs sont régulièrement sensibilisés aux risques relatifs à l'hygiène en application des règles fondamentales.

2.2.9 Utilisation rationnelle de l'énergie

2.2.9.1 Analyse de l'impact de l'activité de déconditionnement

Les consommations électriques (procédé) et de carburants (engins) sont suivies par des compteurs, comme prévu dans le DDAE initial.

2.2.9.2 Mesures prises pour la limitation de cet impact

Le déconditionneur est utilisé autant que de besoin, et ne tourne jamais à vide (sans matière).

Les opérateurs sont sensibilisés à l'environnement (opérations de sensibilisation menées dans le cadre de l'ISO 14 001, certification environnementale) et aux questions de maîtrise des consommations.

Nos consommations sont suivies avec des objectifs internes d'optimisation.

2.3 Synthèse des impacts et coûts des mesures envisagées pour supprimer, limiter et si possible compenser les inconvénients de l'installation

2.3.1 Synthèse des impacts

Impact	Modification de l'impact par rapport au DDAE de 2007	Mesures prises pour limiter ces impacts
Intégration paysagère	RAS	Hauteur de bâtiment inférieure à celle prévue Cohérence architecturale (ZAC, site)
Richesses naturelles	RAS	RAS
Gestion des eaux	Entre + 230 et +544 m ³ /an	Réutilisation d'eau de process dans la mesure du possible. Gestion différenciée des eaux selon leur nature. Aires de circulation totalement imperméabilisées. Prétraitement de toutes les eaux potentiellement souillées avant rejet. Entretien régulier et collecte des séparateurs. Activité entièrement réalisée à l'abri des intempéries.
Air	RAS Emissions d'odeurs	Activités réalisées à couvert, stockages en matériels étanches. Nettoyage quotidien des équipements. Réception et expédition de produits non dégradés.
Bruit	RAS	Ecran sonore lié à l'activité en bâtiment. Gestion des plages de fonctionnement en cohérence avec l'activité de la ZI.
Déchets	+ 28 m ³ boues du déboureur + 350 t en refus de tri - 6 500 t anciennement dirigés en refus → valorisés matière/énergie	Diminution de l'envoi des produits en filière ultime par une valorisation de 95,5% des biodéchets entrants (matière ou énergie/agronomique). Traçabilité de la gestion des déchets.
Transports	RAS	RAS
Santé humaine	RAS	RAS Intégration des consignes d'hygiène induites par la réglementation sanitaire.
Utilisation rationnelle de l'énergie	consommation électrique liée au déconditionnement	Sensibilisation des opérateurs (ISO 14 001). Optimisation continue des procédés (ISO 9 001)

2.3.2 Coût des mesures pour compenser

Les mesures prises ci-dessus dans le cadre de la compensation des effets induits sur l'environnement par l'activité de déconditionnement sont développées dans le tableau de synthèse ci-dessous (*hormis l'investissement dans l'outil de déconditionnement lui-même, qui participe à la limitation générale de l'impact de nos activités sur l'environnement puisqu'il permet la valorisation de matières au lieu de leur destruction*) :

Opération envisagée	Date	Coût
Investissement dans des halles fermées	2011 2014	1 ^{ière} halle (225 m²) = 36,5 k€ 2 ^{ème} halle (700 m²) = 85,0 k€
Dallage sous bâtiment 700 m²	2014	100 k€
Séparateur débourbeur supplémentaire dédié		
Investissement dans des bennes et citernes	2011 2011 2014	20 bennes à capot = 100 k€ 20 bennes ouvertes = 70 k€ 2 citernes de transport = 50 k€
Réalisation d'un réseau supplémentaire pour liaison directe du déconditionneur avec la STEP et nouveau séparateur débourbeur et HC	2016	53 k€
Local hygiène pour les opérateurs	2011	8 k€
Nettoyeur haute pression dédié à l'activité de déconditionnement	2011	4 k€
TOTAL INVESTISSEMENTS 2011-2016		506,5 k€

Entretien des séparateurs débourbeurs	Tous les 6 mois	10 000 € / an
Balayages du site (hors entretien courant)	Tous les mois	4 800 € / an
TOTAL EXPLOITATION ANNUELLE		14,8 k€

2.4 Conclusion

Le site de Montbrison a développé une activité de déconditionnement des biodéchets, ce qui en fait un **précurseur dans le prétraitement des biodéchets** en vue de leur valorisation. En cela, il a précédé l'application de la réglementation de 2012 dite « Grenelle II », puisqu'il a développé cet outil dès l'année 2011 en étroite collaboration avec les services de la Direction Départementale de la Protection de la Population (DDPP) de la Loire. Les échanges entre l'ADMINISTRATION et VEOLIA ont permis d'obtenir l'Agrément Sanitaire en 2013 (modifié en 2017).

Cette activité de prétraitement est aujourd'hui encore appelée à se développer du fait d'une réglementation de plus en plus incitative, que ce soit en amont chez les producteurs de biodéchets, ou en aval pour les opérations de traitement (méthanisation ou compostage). Le site a l'ambition de rester une référence en matière de traitement des biodéchets.

Le site de Montbrison est prêt pour cette montée en puissance :

- son personnel applique les différentes réglementations, développe de nouveaux savoir-faire et veille à limiter les impacts sur l'environnement de cette activité.
- il s'est progressivement équipé, depuis 2011, d'outils techniques, logistiques et organisationnels efficaces : les aires de travail, étanches et à couvert, constituent en elles-mêmes des remparts contre les envols de matière, les émissions odorantes, le bruit et les autres impacts que pourrait générer l'activité de déconditionnement.

Le présent porté à connaissance a permis de mettre en évidence que les impacts étudiés dans le DDAE initial du site (2007), ayant fait l'objet d'une enquête publique, ne sont pas remis en question par l'activité de déconditionnement.

Enfin, l'activité de déconditionnement **constitue intrinsèquement un moyen de limiter les impacts** de l'activité de gestion des déchets sur l'environnement. En effet, par cette opération qui consiste à séparer deux fractions potentiellement valorisables (le « mix » organique et les emballages recyclables) d'un déchet auparavant considéré comme ultime, l'activité permet une valorisation autrefois impossible, directement en lien avec la hiérarchie des modes de traitement édictée par la réglementation. Ainsi, plus de 95% des 6 500 tonnes de biodéchets reçus en 2015 ont pu être dirigées vers des filières de valorisation énergétique (méthanisation), organique (compostage) et matière (recyclage) au lieu de leur destination antérieure qui était l'enfouissement en ISDND.

Nous vous sollicitons donc, par ce porté à connaissance, afin de procéder à la régularisation de l'Arrêté Préfectoral actuel en intégrant la rubrique 2791-1 appropriée à cette activité, pour un volume d'activité de 60 tonnes / jour.

Dans ce porté à connaissance est également sollicitée la prise en compte d'une modification du volume susceptible d'être présent dans l'établissement pour l'activité liée à la **rubrique 2716-2**, sous le régime de la Déclaration Contrôlée (sans modification de régime) : **volume susceptible d'être présent dans l'installation de 660 m³** (100 m³ dans l'Arrêté Préfectoral Complémentaire actuel).